* Atten-tu que Rippert, Gouin et C^e ne méconnaissent pas le contrat d'assurance intervenu entre eux et Montège; qu'ils se bornent à prétendre que ce contrat ne s'appliquait qu'aux accidents arrivés sur la voie publique, et que celui faisant l'objet du procès aurait eu lieu dans l'intérieur de la gare du chemin de fer;

* Attendu que la restriction invoquée n'a évidemment en vue que les maisons particulières échappant à toute surveillance, et non des lieux dont l'accès est incessamment ouvert au public comme les gares de chemins de fer, qu'il n'y a donc lieu de s'arrêter à l'objection;

* Condamne Montège à payer la somme de 700 fr. formant le prix du cheval, aux offres faites par les assureurs de faire, en recevant ledit paiement, la livraison du cheval;

* Faisant droit sur la demande en garantie:

* Condamne Rippert, Gouin et C^e à garantir et indemniser Montège des condamnations qui viennent d'être prononcées contre lui;

* Condamne Rippert, Gouin et C^e aux dépens dans lesquels entreraient ceux auxquels a été condamnée Montège vis-à-vis des demandeurs.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR D'ASSISES DE LA GIRONDE.

(Correspondance extraordinaire de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Choisy, conseiller à la Cour impériale de Bordeaux.

Audience du 11 juin.

AFFAIRE DU DUEL DE PESSAC.

On se ferait difficilement une idée de l'empressement du public à se rendre au Palais-de-Justice. Les dépositions des témoins entendus hier ont donné un nouvel aliment aux conversations et une nouvelle excitation à la curiosité.

A dix heures moins un quart les cinq accusés sont amenés; tous les regards se dirigent sur eux; le principal accusé conserve le même calme et la même attitude froide qu'il avait hier.

Bienôt la Cour est annoncée, et M. le président donne la parole au ministère public.

M. l'avocat-général Jorant: Il y a trois mois, jour pour jour, vos prédécesseurs étaient dans cette salle; ils avaient à juger une affaire qui, comme celle-ci, excitait l'attention publique. Pendant qu'on attendait le résultat de vos délibérations avec une douloureuse anxiété, une rumeur se produisit ici; on racontait qu'un jeune homme, appartenant à une famille des plus honorables de la cité, avait trouvé la mort dans un bois, près de cette ville, qu'il était tué par un ancien ami, autre jeune homme de vingt-trois ans.

Cette nouvelle douloureuse, personne ne voulait y croire; mais cependant, après vérification du fait, il fallut bien se rendre. Car, quelques instants après, Chaine, naguère brillant de jeunesse et d'avenir, était apporté mort et sanglant chez son père. La voix publique s'écria, indignée, qu'il fallait une sévère réparation. A ce moment, on accusa la magistrature d'indulgence, on lui reprocha de n'avoir pas arrêté les témoins du duel; on lui demandait enfin des sévérités qui ne permirent pas le retour de pareilles catastrophes. Trois mois se sont à peine écoulés, et aujourd'hui cinq jeunes hommes comparissent au banc des accusés.

Nous voyons auprès du principal accusé un malheureux père qui s'obstine à mêler ses larmes à celles de son fils. Son rôle nous touche, comme il touchera tout le monde; mais entre ces regrets, la justice doit toujours rester la justice; si elle ne s'est pas laissée arrêter aux premières larmes, elle ne doit pas se laisser amollir par le spectacle d'un père qui suit la destinée de son fils.

L'affaire qui vous est soumise a été l'objet d'une instruction lente et laborieuse. La Cour a confirmé tout ce que l'information avait sanctionnée, mais elle a pensé qu'il fallait ajouter aux griefs reprochés à l'accusé Broustet la préméditation.

Votre devoir à cette heure est d'examiner froidement les faits et de voir si l'accusation est bien fondée.

M. l'avocat-général recherche les antécédents de Broustet. Il appartient à une famille fort honorable. Son père, sorti de la bourgeoisie, a su se créer une position de considération et de fortune. Mais son fils a été loin de conserver intacte l'honorabilité que lui avait procurée son père. Il n'était pas mineur qu'il avait déjà une maîtresse en titre, et l'appartement de sa maîtresse était devenu le cercle de tous les jeunes gens désordonnés de Toulouse. Broustet, dans son département, était encore retenu par la pensée de ses parents; mais à Bordeaux, rien ne le retenait plus. Il se livrait aux dévergondages les plus excentriques. Une fois il se présenta au bal masqué, savez-vous comment? Il s'était couvert de la robe de magistrat, et avec Grangey, qui jouait le rôle d'accusé, ils exécutaient une infâme parodie qui les fit chasser du bal.

M. l'avocat-général suit pas à pas, dans un réquisitoire remarquable, les faits de l'accusation. Broustet a prémédité le duel qui devait avoir une issue si fatale; il nourrissait une haine implacable contre Chaine, surtout depuis le refus qu'on lui avait fait de sa sœur.

Grangey a pris une part déplorable à ce duel. Il faut dire, il est vrai, que cet accusé n'est pas au fond un mauvais homme, mais il a voulu faire parler de lui, il s'est figuré, dit le ministère public, que cette affaire lui donnerait un air de gentilhomme.

M. l'avocat-général insiste sur les inégalités de chances dans le duel; elles étaient toutes à l'avantage de Broustet; il était chaussé de manière à pouvoir conserver son assiette ferme, tandis que M. Chaine avait des brodequins neufs à talons étroits et élevés qui le faisaient glisser; s'il y a une épée meilleure sur les deux, c'est M. Broustet à qui le hasard la donne; s'il y a un terrain moins glissant, c'est le sien.

Après avoir passé légèrement sur les autres témoins du duel, M. l'avocat-général insiste sur la sévérité que le jury doit déployer contre M. Broustet. Le duel doit être flétri et atteint par la loi; on voudrait vainement dire qu'il est dans nos mœurs; les caractères les plus honorables, les hommes appartenant aux plus hautes positions de la société ne se croient pas dans bien des circonstances obligés de faire un appel aux armes, quand ils sont insultés. Dans l'armée même les duels sont devenus moins fréquents, et ils finiront pour y être fort rares. L'opinion publique est très émue; elle attend avec une vive impatience la délibération du jury.

L'audience est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise, M. Lagarde, défenseur de M. Broustet, a la parole.

L'avocat soutient l'état de provocation constant de M. Chaine contre M. Broustet. Ce n'est pas le refus de la main de Mlle Chaine qui peut exciter la haine de son client. Ce n'était pas lui, après tout, qui avait été refusé, ce fut M. Graciel, et il continua même depuis ses relations avec la famille Chaine; il fut toujours reçu dans la maison.

Le défenseur rappelle les propos défavorables semés dans Bordeaux par Chaine. Qu'on n'oublie pas que le jour où il lisait la déclaration des témoins au maître d'armes Gérard, il en changeait les termes pour les tourner à son avantage. Il va chez une femme, et il dit que M. Broustet est un chevalier d'industrie. Ces bruits se propagent, et M. Broustet, qui avait été si bien accueilli au cercle, qui était si recherché, se voit tout à coup l'objet d'une froideur générale; il sentait les effets de la réprobation ou tous ces bruits l'avaient plongé. On a fort approuvé, dans l'accusation, sur les soins qu'aurait pris M. Broustet à se perfectionner dans les armes; mais il faut

aussi remarquer l'habileté avec laquelle M. Chaine savait répandre les bruits diffamatoires.

M. Lagarde représente son client comme un homme qui, au mois de mars dernier, était venu à Bordeaux pour le traverser seulement, et non avec la pensée d'avoir une rencontre. Son projet était de se rendre à l'armée d'Italie, en passant par Toulouse, où il voulait embrasser ses parents. Mais malheureusement il voit la fille Valère, qui lui parle de propos déshonorants tenus par M. Chaine. Alors, seulement alors, il se décide à s'arrêter; d'ailleurs ne pouvait-il pas avoir d'autres motifs? ne connaissait-il pas cette famille Janneau, à laquelle il devait tant de reconnaissance? ne pouvait-il pas avoir la pensée de lui faire une visite?

Je ne sais vraiment pourquoi, poursuit M. Lagarde, on a voulu établir contre mon client la préméditation que le juge d'instruction avait d'abord écartée comme n'ayant jamais existé. Examinons les faits, et voyons si on peut trouver la moindre trace de cette prétendue préméditation. D'abord Broustet a-t-il le caractère agressif? Mais ce qui avait fait son succès à Bordeaux, c'était la modération de son caractère, c'était la douceur de ses mœurs. Cite-t-on des exemples qui annoncent chez M. Broustet des dispositions provocatrices? Il n'y en a pas. On a dit qu'il savait renfermer ses sentiments de haine, qu'il était dissimulé, et on s'appuie surtout sur ce qu'il a conservé à ces débats une attitude calme. Mais ce que vous prenez pour du calme, M. le procureur-général, ne serait-il pas de la prostration morale? Il est là accablé par l'anxiété, il voit tomber à côté de lui un de ses amis, qui ne peut plus supporter le poids de ses émotions, qui vous voudriez qu'il ne fût pas abattu? qu'il n'eût pas une apparence de saug-froid et de calme? Ne voyez-vous pas qu'il est honteux et malheureux de la présence de son père, que la même honte fait baisser ces deux fronts qui se touchent, comme se touchent leurs cœurs?

Broustet, résolu de s'arrêter à Bordeaux, va au cercle. Tout le monde lui tourne le dos; il reçoit de ceux qui avaient l'habitude de lui donner la main l'accueil le plus glacial. Il ne sait d'abord à quoi attribuer ce changement, mais il s'aperçoit bientôt que ce sont là les suites des diffamations de Chaine. Quelle est la conduite de celui-ci pendant le séjour de Broustet à Bordeaux? Chaine, messieurs, remarquez bien cette circonstance, qui n'allait plus depuis longtemps au cercle, y vient et se place, pendant que Broustet était appuyé contre la cheminée, Chaine se place dans le voisinage en tournant le dos à son ancien ami. Pourquoi Chaine n'a-t-il pas parlé à Broustet? avait-il lieu d'en être mécontent? Broustet, lors de la première affaire, lui avait donné toutes les satisfactions désirables. Chaine nourrissait des sentiments de haine contre Broustet, ces sentiments se montraient par son attitude au cercle, mais ils s'étaient surtout exaltés par cette série de diffamations continuelles dont le premier anneau part de chez le maître d'armes Girard, et le dernier vient aboutir dans le boudoir d'une fille publique.

M. Lagarde établit à son point de vue, et au moyen des témoignages, que c'est Chaine qui a commencé la scène de violence au Little-Club. Il se peut que, dans un couloir aussi étroit que celui où étaient ces jeunes gens, Broustet ait coudoyé Chaine; mais le premier soufflet fut donné par celui-ci; il redoubla même par derrière après qu'il se sentit frappé au visage par le gant de Broustet.

D'où le duel est-il sorti? Qu'est-ce qui en a fait une nécessité impérieuse? Evidemment c'est le premier soufflet. On a dit que Broustet, cela est constant, quoique cela puisse moins se prouver; mais on l'a frappé en public, cela peut plus facilement se prouver, et est aujourd'hui acquis. Ainsi aux provocations morales, aux provocations par les propos injurieux, sont venues se réunir les provocations violentes, les voies de fait.

Le défenseur tire un grand parti d'une recommandation que M. Chaine avait faite à Imbert, l'un de ses témoins; il lui avait dit: fait mener Broustet carrément, sans cela, il ne se battrait pas. Ainsi Chaine voulait le duel, et il le voulait à l'épée parce qu'il se supposait plus fort que Broustet. Voilà la vérité révélée dans toute sa puissance.

Quant aux nombreuses leçons que Broustet aurait prises à Paris, elles se bornent à quelques passes qu'il fit rue Calet, avec un prévôt d'armes presque aveugle, qui remplaçait le maître qui était malade. Cordebois, dont on a tant parlé dans cette affaire, a formellement déposé dans l'instruction qu'il n'avait donné aucune leçon à Broustet.

Le duel de la part de mon client a-t-il été loyal? ajoute M. Lagarde? M. Broustet n'était un peu fait la main, cela est vrai, mais cela n'est pas défendu; les chances étaient également partagées entre les deux adversaires. La meilleure épée fut même donnée à Chaine; celui-ci eut le meilleur terrain. Grangey à chaque instant relevait les épées, au point que Broustet s'écria: « Mais ce n'est pas de bonne guerre, on me relève tous mes coups!... »

On a beaucoup reproché à M. Broustet sa prétendue insensibilité après la blessure fatale reçue par son adversaire. Mais reportez-vous à cette interrogatoire de Debans, et vous verrez qu'il dit que Broustet consterné, s'éloignait, revenant, qu'il rôdait autour des témoins occupés avec le docteur à donner des soins au malheureux Chaine. Le cocher qui le ramena à Bordeaux a dit que dans le trajet, il avait vu Broustet essayer plusieurs fois son visage. Il raconte l'événement à un ami qui vient le voir dans sa prison le jour même de son arrestation, et il lui dit: « A ce moment si j'avais eu un pistolet chargé, je crois que je me serais brulé la cervelle. Je voudrais racheter de tout mon sang ce qui vient d'arriver. »

Voilà les faits, Messieurs les jurés, provocation de la part de Chaine, diffamation, voie de fait, duel parfaitement loyal, duel indispensable, inévitable. J'espère que vous ne trouverez pas là des motifs d'une condamnation qui pouvait avoir les conséquences les plus graves pour Broustet et pour sa famille. Il n'y a pas d'exemple qu'un jury ait condamné lorsque toutes les conditions de loyalé se trouvaient réunies dans le duel.

Ainsi, messieurs, vous verrez, comme moi, l'absence de toute haine, de toute provocation de la part de Broustet. Ne croyez pas que le refus de la main de Mlle Chaine ait fait naître un ressentiment dans son âme. Non, ce n'est pas ainsi qu'un jeune homme se conduit; son amour est repoussé, il le refoule dans son cœur, il regrette et se tait. Après cette demande, qui échoua, M. Chaine fils et son ami continuèrent à se voir. M. Broustet continua à être admis dans la famille. Ces deux jeunes gens jouaient au cercle, et la perte au jeu de M. Chaine est postérieure à la demande en mariage. C'est peut-être un malheur que cette union n'ait pas eu lieu... M. Broustet ayant sous les yeux les bons exemples d'une honorable famille, se souvenant de ceux qu'il avait toujours trouvés dans la sienne, aurait entièrement changé, serait devenu un parfait honnête homme et une longue carrière de bonheur aurait pu s'ouvrir devant lui.

Vous le rendez, messieurs, à sa famille, à sa pauvre mère, qui me suppliait encore en larmes, ce matin, dans mon cabinet, à ce père qui n'a pas abandonné son malheureux enfant. (M. Broustet père prend la main de son fils.) Il y a dans cette cité une famille plongée dans la désolation; vous ne voudrez pas qu'après un premier malheur, un autre vienne frapper la famille Broustet. Vous permettrez à ce fils de rentrer dans Toulouse avec son père et sa mère. De deux fils avec lesquels ils partageaient la tendresse, c'est le seul qui leur reste. Vous ne voudrez pas leur arracher leur seule consolation, le seul soutien de leur vieillesse. S'il fallait une expiation à nos adversaires, ne l'ont-ils pas largement trouvée dans la publicité de ces débats, dans les tortures de ces deux longues audiences?

M. de Brezets, défenseur de M. Grangey, a la parole. Son client n'avait aucun sentiment d'hostilité contre M. Chaine, et son attitude a été complètement dénaturée. Il n'y a qu'à se souvenir que ce témoin relevait avec une canne l'épée de Broustet, quand elle aurait pu porter des coups trop dangereux.

Les autres défenseurs déclarent qu'ils renoncent à la parole.

M. le président consulte messieurs les jurés pour savoir s'il doit renvoyer la continuation de l'audience. Quelques uns demandent que l'affaire se termine sans interrompre; mais M. le président décide qu'il y aura suspension jusqu'à sept heures et demie.

L'audience est en effet reprise à cette heure; on peut à peine pénétrer dans la salle; la foule armée confie difficilement les curieux qui se pressent aux grilles et à toutes les avenues du Palais. Du reste, dans toute la ville, le résultat est attendu avec la plus vive anxiété.

Le résumé de M. le président, qui a constamment captivé l'attention de cet auditoire ému, a duré près de trois heures. A onze heures moins un quart, le jury entre dans la salle de ses délibérations et, au bout de quarante minutes, il rentre avec un verdict négatif sur toutes les questions.

L'audience est levée à onze heures et demie du soir. La nouvelle de l'acquiescement se répand aussitôt dans tous les lieux publics de Bordeaux. En sortant du palais, nous remarquons une voiture qui court avec la plus grande rapidité porter à M^{me} Broustet la nouvelle de l'acquiescement de son fils. Avant que les jurés fussent revenus dans la salle on savait l'acquiescement; des personnes s'apprêtaient à faire une manifestation, et déjà quelques exclamations significatives avaient été entendues, mais M. le président s'est assuré si tous les hommes de garde et les sergents de ville étaient à leur poste, et leur a donné l'ordre d'arrêter et de conduire au pied de la Cour toute personne qui se permettrait des marques d'approbation ou d'improbation.

Immédiatement après la lecture du verdict d'acquiescement, l'accusé Grangéy s'est évanoui; il a été emporté hors de la salle par des amis accourus près de lui, sitôt après le prononcé de l'ordonnance de mise en liberté.

COUR D'ASSISES DE LA MOSELLE.

Présidence de M. Marlier, conseiller.

Audience du 1^{er} juin.

FAUX TÉMOIGNAGES. — TROIS ACCUSÉS.

La religion du serment semble avoir perdu, dans nos campagnes, du respect sacré qu'elle impose; depuis quel temps, à chaque session, se déroulent devant la Cour d'assises des affaires de faux témoignage. Celle qui se présente à cette audience offre cette particularité que les accusés ne sont pas poursuivis pour avoir affirmé des choses fausses sous la foi du serment, mais pour n'avoir pas déclaré ce qu'ils savaient, pour avoir fait des réticences dans leurs dépositions. C'est le cas où, dans des temps éloignés, étaient appliquées la question et la torture. Aujourd'hui l'on arrive à la découverte de la vérité et à la satisfaction de la justice au moyen des formes et des garanties des lois et de la procédure modernes.

Des trois accusés qui comparissent aujourd'hui sur le banc des assises, deux ont été acquittés; le troisième, l'instigateur du crime, celui au profit duquel le faux témoignage a été rendu, a été condamné.

Voici les faits, bien simples, qui ont donné lieu à cette condamnation qui doit servir d'exemple salutaire.

Au mois de décembre dernier se trouvaient réunis dans le cabaret de l'accusé Renaud, plusieurs habitants de Corny, parmi lesquels se trouvaient les sieurs Chéry, l'accusé Bedois, et est ensuite arrivé le second accusé Lelorrain.

Des propos diffamatoires auraient été tenus par l'accusé Renaud sur le compte de la femme du sieur Chéry. Celui-ci, dont la susceptibilité maritale avait été justement excitée par ces injures, exigea une juste réparation de la part de l'accusé Renaud, qui fut cité devant M. le juge de paix du canton de Pange. D'après l'accusation, il paraît que l'accusé Renaud, pour se disculper, a circonvenu les deux témoins qui, à l'audience, devaient faire la preuve de la diffamation. Sur la plainte du demandeur, qui avait, par ce fait, perdu son procès, et après des renseignements graves qu'ont fournis une première enquête, les accusés Renaud, Bedois et Lelorrain furent arrêtés et interrogés. Bedois, dès son premier interrogatoire, a fait l'humble aveu de sa faute, et a raconté par quelles manœuvres et de quelle façon il avait été amené à faire devant M. le juge de paix du canton de Pange une déposition mensongère en faveur du sieur Renaud.

En dépit des aveux circonstanciés de Bedois, les deux autres accusés ont persisté à nier les propos diffamatoires que l'un aurait tenus et que l'autre aurait entendus.

Une longue et minutieuse instruction a eu pour résultat d'envoyer les trois accusés sur les bancs de la Cour d'assises, pour qu'ils eussent à rendre compte de leur conduite devant la justice. L'accusé Bedois persiste à soutenir qu'il a été suborné par l'accusé Renaud. Les deux derniers accusés se renferment dans un système absolu de dénégations.

Après une longue délibération, le jury revient avec un verdict négatif pour les deux accusés principaux, Bedois et Lelorrain, affirmatif pour l'accusé Renaud, en faveur duquel toutefois est admis le bénéfice des circonstances atténuantes.

En conséquence, la Cour a déclaré acquittés Bedois et Lelorrain, et a condamné Renaud à trois années d'emprisonnement.

(Ministère public: M. d'Hannoncelles. Défenseurs: M^{rs} Leneveux, Limbourg et Tardif.)

AVIS.

MM. les abonnés sont prévenus que la suppression du journal est toujours faite dans les deux jours qui suivent l'expiration des abonnements.

Nous les prions de renouveler immédiatement, s'ils ne veulent pas éprouver de retard dans la réception du journal.

Le mode d'abonnement le plus simple et le plus prompt est un mandat sur la poste ou un effet à vue sur une maison de Paris, à l'ordre de l'administrateur du journal.

CHRONIQUE

PARIS, 13 JUIN.

M^{me} veuve Bredin a fait un grand nombre de testaments, un trop grand nombre même, car c'est là ce qui a donné lieu au procès actuel. Par testament olographe, en date du 2 juin 1855, elle a légué à M^{me} Thomassin une bague à sept diamants, et un portrait, à M^{me} Thomassin une bague à cinq diamants et à M. Thomassin une somme de 1,000 fr. Par un second testament olographe du 26 juillet 1855, elle a légué encore à M. Thomassin une somme de 1,000 fr. pour les pauvres de sa paroisse; par un troisième du 22 mai 1856, elle lègue à M. Thomassin une somme de 2,000 fr. pour le mineur Eugène Badet, pour les placer, et en servir les intérêts à ce dernier, avec facilité pour M. Thomassin, en cas de décès d'Eugène Badet, d'en disposer comme bon lui semblera. Par un quatrième testament du 2 juin 1856, M^{me} Bredin lègue à M^{me} Thomassin un huilier, des salières, des cuillères en argent, et différents objets à M^{me} Thomassin; à M. Thomassin, une somme de 1,000 fr., dont il disposera comme bon lui semblera en faveur des pauvres de l'arrondissement de la testatrice, ou pour le mineur Eugène Badet, sans être obligé d'en rendre compte; enfin, par un cinquième testament, du mois d'avril 1857, M^{me} Bredin laisse à M. Thomassin une somme de 1,000 francs pour être employée, trois mois après le décès de la testatrice, à secourir les malheureux de son arrondissement; elle laisse en même temps

au mineur Badet une rente viagère de 500 fr. par an, quand à M^{me} et à M^l Thomassin, elles sont bien nommées dans ce testament, mais leur nom n'est suivi d'aucunes dispositions testamentaires. Dans tous ces testaments, M. Vignon est nommé légataire universel, et M. Meunier exécuteur testamentaire.

C'est dans ces circonstances que M. et M^{me} Thomassin prétendent que tous ces testaments étaient valables et devaient recevoir leur exécution, assignèrent M. Vignon et M. Meunier en délivrance pour M^{me} Thomassin des objets divers à elle légués par les différents testaments et pour M. Thomassin en délivrance de la somme de 6,000 fr. montant des divers legs à lui faits.

Les défendeurs répliquaient qu'il résultait de la comparaison des divers testaments de M^{me} Bredin que le dernier seul était le témoignage unique et complet de ses dernières volontés; qu'en ce qui touchait spécialement les quatre legs de 1,000 fr., que réclamait M. Thomassin, il était évident que ces quatre legs se confondaient et formaient en réalité qu'un seul répété dans chacun des testaments; en effet, ils ont tous le même objet puisqu'ils sont destinés à être distribués aux pauvres par M. Thomassin; à la vérité la testatrice a ordonné, tantôt qu'ils seraient distribués aux pauvres de son arrondissement; tantôt aux pauvres de sa paroisse; mais, dans sa pensée, il est évident que ces dispositions avaient le même sens.

En ce qui touchait les 2,000 fr. réclamés par M. Thomassin pour le mineur Badet, MM. Vignon et Meunier faisaient observer que ce legs contenu dans le testament du 22 mai 1856, avait été remplacé dans les testaments suivants par des legs plus simples faits au mineur Badet, et notamment dans le dernier testament par le legs d'une rente viagère de 400 fr.; ils ajoutaient que délivrance de ce legs avait été faite par eux à la tutrice du mineur Badet, et acceptée par elle sans difficulté ni réserve; en conséquence, ils demandaient acte de ce qu'ils étaient prêts à faire délivrance à M. Thomassin du legs à lui fait par le dernier testament, d'une somme de 1,000 fr. destinée aux pauvres. Vis-à-vis des dames Thomassin, M. Vignon et Meunier soutenaient que non seulement elles n'avaient pas droit évidemment à la totalité des objets légués dans les divers testaments, mais que le dernier testament se bornait à porter leurs noms et à laisser en blanc la liste des objets qui leur étaient destinés; elles n'avaient donc droit à rien, mais cependant ils ajoutaient qu'ils consentaient à leur abandonner les objets à elles légués par le testament du 2 juin 1856.

Le Tribunal, après avoir entendu M^l Mathieu pour la famille Thomassin; M^l Dufaure pour M. Vignon, et M^l Ferdinand Duval pour M. Meunier:

« Attendu qu'ils invoquent à l'appui de leurs prétentions plusieurs testaments et codicilles; qu'en examinant attentivement la forme et la teneur de ces actes, il est facile de reconnaître qu'ils sont la reproduction presque textuelle les uns des autres; que les legs, principalement ceux en numéraire, sont identiquement les mêmes en quantité dans chacun de ces actes; que, s'il fallait cumuler tous ces legs au profit des légataires particuliers, la fortune de la testatrice serait bien loin de suffire; qu'il est certain que la veuve Bredin, chaque fois qu'elle a fait un nouveau testament, avait sous les yeux le précédent, qui lui servait de modèle et de guide; qu'ainsi son intention a été de ne faire en définitive qu'un seul testament, et que le dernier, celui du 18 avril 1847, est le seul qui devait, dans sa pensée, être exécuté comme l'expression dernière et complète de sa volonté;

« Attendu que, si la veuve Bredin n'avait pas tenu pour révoqués et non avenue tous ses testaments antérieurs à celui d'avril 1837, elle n'aurait pas envoyé à l'un d'eux quelques feuillets sur lesquels se trouvaient écrites des dispositions dont elle voulait maintenir l'exécution, pour les joindre aux feuillets de son dernier testament, avec mention spéciale qu'elle confirmait les deux faits sur ces feuillets, qu'elle n'aurait sans doute pas le temps de transcrire de nouveau, y ajoutant la date de cette adjonction et sa signature;

« Attendu que le testament du 18 avril 1837 ne contient au nom de Thomassin qu'un legs de 1,000 francs pour les pauvres, et en faveur du mineur Badet qu'un legs d'une rente viagère de 500 francs par an; que la délivrance de ce legs a été faite à la mère tutrice Judith Badet;

« Attendu, quant à la femme Thomassin et à sa fille, qu'elles ne sont pas fondées dans leur demande, puisque leurs noms, bien qu'inscrits dans le testament de 1837, ne sont suivis d'aucune disposition en leur faveur... »

A adopté le système plaidé au nom des défendeurs, et fixé à 1,000 francs seulement la somme qui devait être remise à M. Thomassin. (Tribunal de la Seine, 4^e chambre; audience du 3 juin; présidence de M. Picot.)

— Un jeune maréchal-des-logis de notre armée d'Afrique a, dans le courant des années 1857 et 1858, souscrit au profit de M. Renoux, tenant le restaurant du Grand-Tivoli, à Mustapha, des billets pour une somme de 1,200 fr. et représentant des fournitures de café et de restaurant. Ces billets n'ont pas été payés, et M. Renoux a assigné son débiteur devant le Tribunal de la Seine. Pour établir le montant de ce qui lui est dû, il apporte le relevé de ses livres, et l'on peut y voir qu'on faisait, en résumé, fort bon chère au restaurant du Grand-Tivoli, en Algérie; ce sont des filets aux truffes, des rôtis de genêt, des grives, des langoustes; ce sont des vins de Lacryma-Christi, du champagne, du grenade, du vin blanc kabyle, de la Chartreuse, etc., etc.

Mais le jeune maréchal-des-logis était pourvu, depuis 1834, d'un conseil judiciaire, et celui-ci trouva les dépenses exagérées; les fournitures ont peut-être été faites, puisqu'on les réclame, mais elles excèdent de beaucoup les besoins d'un militaire; du reste, la nomination d'un conseil judiciaire a eu lieu justement pour empêcher de pareilles dépenses; le jeune guerrier avait besoin qu'elles fussent contrôlées, lui qui trouvait moyen de dépenser en quinze jours rien qu'en argent de poche, une somme de 3,200 fr.

Le Tribunal, considérant que les billets ont pour cause des fournitures, mais que ces fournitures ne sont pas toutes de première nécessité, a réduit la créance à la somme de 700 fr. (Tribunal civil de la Seine, 5^e chambre, présidence de M. Labour; plaidants, M^{rs} Fauvel et Gournot.)

— Un jeune étranger se promenant aux Champs-Élysées, un immense cigare aux lèvres. « Vous êtes amateur de bons cigares? lui dit en l'abordant Antoine Sezanne, un de ces jeunes négociants parisiens en blouse qui traitent les affaires sur la voie publique; je viens d'en recevoir de l'Amérique du Sud, voyez-moi ça et dites-moi si pour six francs la boîte ce n'est pas les donner pour rien. » Ce disant, l'industriel découvre une boîte de pur ajoutou où étaient rangés dans le plus bel alignement des cigares longs, dodus, bien renflés, de la plus séduisante apparence. L'étranger croit ne pouvoir refuser une si belle occasion, prend la boîte, et donne six francs.

A quelque temps de là, le même étranger passait rue de Valois-du-Roule, toujours le cigare à la bouche. Antoine Sezanne l'aborde, et sans le reconnaître, l'aborde, et lui offre à acheter une boîte d'excellents cigares de l'Amérique du Sud. « Très volontiers, lui répond l'étranger, mais comme je ne puis me charger de porter la boîte, suivez-moi jusqu'à mon hôtel, où je payerai. » Tous deux marchent de compagnie dans la direction du faubourg Saint-Honoré. « Vous ne fumez donc pas? dit l'étranger à Sezanne; ce serait un excellent prospectus pour vendre des cigares. — Oh! monsieur, répond humblement Sezanne, je fumerais mes cigares avec le plus grand plaisir, mais je n'en ai pas les moyens; c'est bon pour les riches de

fumer des cigares.

Comme l'étranger allait répliquer, celui-ci aperçoit un sergent de ville, l'appelle, et le prie de le conduire, lui et son compagnon, chez un commissaire de police.

Le résultat de cette visite a été l'arrestation de Suzanne, qui comparait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de tromperie sur la nature de la marchandise vendue.

L'étranger, cité comme témoin, déclare que, dans la composition des cigares qu'il a achetés du prévenu, il n'y avait de tabac que la feuille qui les enveloppe, et que tout l'intérieur ne se composait que de coquilles de marrons grillés.

Le prévenu, vivement : Pardon, si vous plaît, ce n'est pas du marron grillé, c'est du pur cacao.

M. le président : Il n'est pas plus permis de vendre pour du tabac, du cacao que des marrons.

Le prévenu : Pardon, tout un chacun sait que le cacao pur, le vrai caraque, coûte aussi cher que le tabac; alors, quand on donne de la bonne marchandise pour l'argent, on n'est pas en réprimande.

Le ministère public n'est pas de cet avis, et sur ses conclusions conformes, le Tribunal a condamné le marchand de cigares au pur caraque à trois mois de prison et 50 fr. d'amende.

Il était écrit que Suzanne Saint-Martin ne serait pas M^{lle} Delahaye; ce n'est pourtant pas faute d'avoir fait tout ce qu'il faut pour cela, ainsi qu'on va le voir; mais si M. Delahaye n'a pas tenu sa promesse, elle a tenu la sienne; elle l'avait menacé de le faire condamner comme escroc s'il ne l'épousait pas; il ne l'a pas épousé, et le voilà devant la police correctionnelle.

En voyant l'amant volage, on se demande ce que doit être l'amante abandonnée: Delahaye est un gros et lourd cocher, à la figure sans expression, qui paraît avoir une cinquantaine d'années.

Cette affaire, appelée à la huitaine dernière, fut renvoyée à aujourd'hui pour entendre l'Ariane délaissée; elle se présente, c'est une petite bossue; elle a 32 ans et porte le bonnet des paysannes des environs de Rennes; elle déclare être cuisinière.

Voici la note dressée par elle, des sommes d'argent qu'elle prétend avoir été envoyées Delahaye.

Table with 2 columns: Description of expenses and Amount. Total: 224 fr.

Mais j'ai même dépensé plus que cela pour lui. Maintenant j'avais prié M. et M^{me} Mabbon de vouloir bien le faire dîner chez eux tous les soirs; il y a mangé pendant un mois et ils ont refusé de payer; ils réclament 15 francs pour nourriture, mais comme j'ai été assez volée comme cela, je ne veux point ratifier cette dette qui serait de ma part autoriser le vol.

Je suis bien forcée de faire le sacrifice de mon argent escroqué; mais il ne me rendra jamais un sou, mais s'il m'arrive de la peine, je suis bien éloignée de demander à ce qu'il ne soit pas puni comme il le mérite.

Nous allons avoir, par sa déposition, l'explication de ce mémoire; ce sera le cas d'ajouter: d'apothicaire, car il a été fait par un sieur Chauvigné, garçon de pharmacie, qui a joué dans cette affaire le rôle étrange d'un écrivain public faisant la correspondance des deux adversaires.

La plaignante : J'avais connu M. Delahaye à Rennes, dont il était concierge de l'hospice des fous, que c'est le cas de dire que je l'ai connu sous de tristes hospices (rires). Pour lors, que, m'ayant promis le mariage, j'avais été assez faible pour avoir une faiblesse, qu'il en est survenu un enfant qui est mort.

Pour lors, au mois de juin, il y a un an, une de mes payses allant à Rennes, je lui donne une lettre pour M. Delahaye, dans quoi je lui demandais s'il a toujours l'intention de m'épouser; quand ma paysse revient, elle me rapporte la réponse qui était qu'il voulait bien, mais qu'il était sans place, et n'ayant pas d'argent pour venir à Paris en chercher une, ce ne se pouvait pas; qu'il me prie de lui en trouver une, et qu'il viendra m'épouser. Je lui écris que, pour trouver une place, il faut être sur les lieux même, dont je lui renvoie un bon de 25 fr. sur la poste pour faire le voyage.

Quelques jours après, il m'écrit qu'il a reçu mes 25 fr., qu'il a couru tout de suite dans son pays pour chercher ses papiers pour m'épouser, et qu'il a perdu l'argent en route; et ne voulant pas mentir lui-même, il avait fait écrire ça par un acollitre. Je lui écris que je lui renvoie

30 fr.; alors il me répond avec un redoublement de belles promesses qu'il va venir m'épouser, et moi bien décidée à le dénoncer comme escroc s'il ne venait pas. Enfin il vient, et il me dit qu'il est bien décidé à réparer mon honneur; en effet, nous voilà affichés et les bans publiés.

Pendant ce temps-là, il n'avait pas de place, que, pendant quinze jours qu'il a été chez un marchand d'eau minérale, où il ne gagnait presque rien, qu'il disait; qu'alors je lui paie son garni, et que je lui avance de l'argent, et que je le fais nourrir chez des personnes de ma connaissance, M. et M^{me} Mabbon. Voilà qu'il remettait de jour en jour à me conduire à la mairie, qu'enfin il finit par me dire: « Ça sera pour mercredi prochain. »

C'est bien, le mercredi je m'habille en mariée; le mariage était pour une heure; j'attends monsieur, il ne vient pas. Savez-vous ce qu'il avait fait? Il était filé de Paris la veille du mariage, en m'écrivant une lettre, ou plutôt qu'il avait fait écrire par M. Chauvigné, qui se l'était écrite à lui-même et qui me l'a remise.

Voici la lettre à laquelle le témoin fait allusion:

Monsieur Chauvigné, Celle-ci sert à vous faire savoir que je viens d'obtenir une place à Versailles. Comme je me suis ravisé sur mon projet de mariage, je suis désidé à rester garçon. Ayez donc la bonté de dire à M^{lle} Martin qu'elle tâche de m'oublier et qu'il vaut mieux briser maintenant que d'être malheureux dans le ménage. J'en ai un vil regret, mais le bonheur avant tout. Je finis, Monsieur, en vous serrant cordialement la main, je vous verrai plus tard.

P. S. Je quitte à l'instant Paris, tâchez de ne pas trop la frapper en lui disant, la pauvre enfant...

M. le président : Qu'avez-vous à dire, Delahaye? Delahaye : J'ai à dire que j'ai quitté mademoiselle, parce qu'elle a passé une nuit avec M. Mabbon.

La plaignante : Messieurs, c'est pas vrai; j'ai passé une nuit avec M. et M^{me} Mabbon, parce qu'il était trop tard; un simple asile, voilà tout. Monsieur dit ça aujourd'hui, mais il ne s'en est pas offensé, puisque depuis il a continué à accepter mon argent, toujours censé en attendant le mariage.

Delahaye : C'est toujours vous qui m'en avez offert pour que je vous épouse; je ne m'y suis jamais refusé, seulement j'ai reculé devant ses infidélités et son caractère, qui est très désagréable. Le témoin Chauvigné est entendu.

Après avoir exposé les faits que nous venons de rapporter, il est appelé à faire connaître les causes du refus de Delahaye d'épouser la plaignante.

Le témoin : Il m'a dit : « Le bonheur avant tout, elle a un trop mauvais caractère; j'ai encore d'autres raisons, mais celle-là me suffit. » Alors il m'a demandé de lui écrire une lettre adressée censé par lui à moi-même pour dire qu'il ne voulait plus se marier.

(C'est la lettre donnée plus haut.) Je me suis donc écrit cette lettre et j'ai été la porter à M^{lle} Martin.

M. le président : Eh bien qu'a-t-elle dit? Le témoin : Elle m'a prié de lui faire une plainte au préfet de police pour dénoncer Delahaye comme escroc.

M. le président : Et vous l'avez fait? Le témoin : Oui, monsieur.

M. le président : Vous avez joué un singulier rôle dans tout cela; vous êtes le secrétaire des deux: pour l'un, vous annoncez qu'il renonce au mariage; pour l'autre, vous rédigez une plainte contre celui-là; après cette plainte, qu'est-il arrivé?

Le témoin : Il est arrivé que M. Delahaye, qui avait quitté Paris, est revenu. M. le président : Que vous a-t-il dit? Le témoin : Il m'a dit la même chose; cependant il m'a dit que si je voulais la voir, lui parler...

M. le président : Ah! vous voilà maintenant chargé de rarranger le mariage, de rapprocher ceux que vous avez aidés à se séparer.

Le témoin : Oui, parce qu'il m'avait dit : si elle veut... M. le président : Lui donner encore de l'argent? Le témoin : Non, vivre en bon accord, avoir un meilleur caractère, qu'il voulait bien l'épouser, et il me dit : Parlez-lui et vous me direz ce qu'elle vous a dit; mais voilà qu'elle l'a rencontré dans la rue; elle lui a fait une scène, et tout a été rompu; alors, M^{lle} St-Martin est venue me trouver pour que je rrange ces...

M. le président : Encore?... En voilà assez. Le Tribunal condamne Delahaye à trois mois de prison et 25 francs d'amende.

— Si jamais Eléonore Sénéchal devient négrophile, nous en serons bien surpris; elle a quatorze ans à peine, et dans cet âge si tendre, où le cœur est sans préjugés et sans haine, elle éprouve pour les nègres une répulsion dont elle n'a pas hérité de son père, tant s'en faut, car il s'est pris d'une passion extravagante pour une négresse qu'il est fermement résolu à épouser et à faire ainsi souche

de mulâtres. Eléonore, déjà forcée par son père de faire sa société d'une jeune moricaude, fille de la négresse, a entrevu dans l'alliance future une génération de petits moricauds dont elle serait la sœur, et elle a quitté avec horreur la maison paternelle.

On l'a arrêtée pour la quatorzième fois, au milieu de la nuit, sur la voie publique, et la voici en police correctionnelle, sous prévention de vagabondage. Le père a été cité comme responsable. Il se dit artiste chanteur; il s'est fait entendre dans plusieurs cours étrangères et dans toutes celles de Paris; il est décoré comme artiste... de la médaille décernée par la Préfecture de police.

Interrogé sur sa fille, il répond qu'il a beau la reprendre, elle s'en va toujours; c'est la quatorzième fois qu'elle quitte la maison.

M. le président : Vous vivez avec une femme? Eléonore : C'est pas une femme, c'est une négresse. Sénéchal : Monsieur, nous devons nous marier par l'entremise de la société de Saint-François Régis.

M. le président : Enfin, jusqu'ici vous n'en avez pas moins donné un mauvais exemple à votre fille; la réclamez-vous?

Sénéchal : Je ne demande pas mieux, puisque nous avons été la réclamer à la Préfecture.

Eléonore : Oui, avec la négresse, mais je ne veux pas; on m'envoie chanter dans la rue avec elle, je ne veux pas chanter avec une négresse; et puis papa veut se marier avec la négresse, je ne veux pas avoir une négresse pour belle-mère; si on me fait rentrer à la maison, je m'enfuirai encore; j'aime mieux aller à la correction jusqu'à la fin de mes jours.

M. le président : Savez-vous travailler? votre père vous a-t-il donné un état? Eléonore : J'ai été à l'école; après, il m'a mis dans les casquettes; mais n'ayant pas d'ouvrage, c'est donc de là qu'il m'a envoyée chanter avec la négresse; j'aime mieux aller en correction.

Le Tribunal a ordonné que la jeune négrophobe serait envoyée dans une maison de correction jusqu'à l'âge de seize ans, et il a acquitté le père comme n'ayant pas manqué de surveillance.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS A LYON ET A LA MEDITERRANÉE.

SECTION SUD DU RESEAU.— LYON A LA MEDITERRANÉE. Rue Laffitte, 17.

Emprunt 3 pour 100 de la fusion.— Emission de 1858.

Emprunt 3 pour 100 de l'ancienne compagnie de Lyon à la Méditerranée (1852-1855).

Le semestre d'intérêts des obligations 3 pour 100, échéant le 1^{er} juillet prochain, sera payé à partir de cette époque dans les bureaux de la compagnie, à Paris, Lyon et Marseille, et par les succursales de la Banque de France, dans les villes où la compagnie n'a pas de services spéciaux.

Ce paiement sera fait, pour les trois émissions, à raison de :

7 fr. 50 c. par obligation nominative; 7 fr. 31 c. par coupon d'obligation au porteur, déduction faite de l'impôt.

MM. les porteurs d'obligations pourront déposer à l'avance leurs bordereaux avec coupons ou titres à l'appui à partir du 20 courant, de dix à deux heures.

Emprunt 5 pour 100 de l'ancienne compagnie de Marseille à Avignon.

Le semestre d'intérêts des obligations 5 pour 100 de l'emprunt de trente millions de l'ancienne compagnie de Marseille à Avignon, échéant le 1^{er} juillet prochain, sera payé à partir de cette époque dans les bureaux de la compagnie, à Paris, Lyon et Marseille, à raison de :

25 fr. par obligation nominative; 24 fr. 35 c. par coupon d'obligation au porteur, déduction faite de l'impôt.

Bourse de Paris du 13 Juin 1859.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes Au comptant, Fin courant, etc.

AU COMPTANT.

Table with 2 columns: Instrument and Price. Includes FONDS DE LA VILLE, Oblig. de la Ville, etc.

Table with 4 columns: A TERME, Cours, Plus haut, Plus bas, D^{er} Cours. Includes 3 0/0, 4 1/2 0/0, etc.

CHEMINS DE FER COTÉS AU PARQUET.

Table with 2 columns: Station and Price. Includes Orléans, Nord, Est, Paris à Lyon et Médit., etc.

Le Théâtre-Français donnera mardi un spectacle des plus attrayants. Le Vieux Célibataire, qui vient de repartir avec un grand succès, sera précédé des Deux Ménages et suivi d'un Caprice. Les principaux artistes joueront dans cette représentation.

PARC D'ASNIÈRES. — Tous les dimanches, grandes fêtes musicales et dansantes; les jeudis, fêtes extraordinaires, illumination, feu d'artifice, etc. Départ par le chemin de fer de la rue Saint-Lazare, toutes les demi-heures, train-express pour le retour à minuit.

CONCERTS MUSARD, Champs-Élysées, derrière le palais de l'Industrie. — Tous les soirs, de 8 à 11 heures, concert, promenade. Prix d'entrée : 1 fr.

SPECTACLES DU 14 JUIN.

OPÉRA. — FRANÇAIS. — Le Vieux Célibataire, Un Caprice. OPÉRA-COMIQUE. — Le Pardon de Ploërmel. THÉÂTRE-LYRIQUE. — L'Enlèvement au Sérail, Abou-Hassan. VAUDEVILLE. — La Vie de Bohème. VARIÉTÉS. — Rose des Bois, Un Homme nerveux, Drinn. GYMNASE. — Une Preuve d'amitié, Mathias l'Invalide, Victoire! PALAIS ROYAL. — Tant va l'Autruche à l'Écarlat, la Chevre. PORTE-SAINT-MARTIN. — Les Chauveteaux. AMBIGU. — Les Mousquetaires. GAITÉ. — La Veille de Marengo. CIRQUE IMPÉRIAL. — Les Pitules du Diable. FOLIES. — Une Séparation, En Italie! Magenta, Margot. FOLIES-NOUVELLES. — La Princesse Kaïka, Vendredi. BOUFFES-PARISIENS (Champs-Élysées). — L'Omelette, le Mariage. DÉLASSEMENTS. — Folichon et Folichonnettes. LUXEMBOURG. — Le Fils de l'Empereur. BEAUMARCHAIS. — L'Orgueil. CIRQUE DE L'IMPÉRATRICE. — Exercices équestres à 8 h. du soir. HIPPODROME. — Riquet à la Houpe, grand succès. Spectacle de jour. PRÉ CATELAN. — De 3 à 6 heures, concert par la musique des guides, spectacle et jeux divers, photographie, café-restaurant. ROBERT HOUQUIN. — À 7 heures 1/2, Soirées fantastiques. Expériences nouvelles de M. Hamilton. CONCERT MUSARD (Champs-Élysées, derrière le Palais de l'Industrie). — Tous les soirs, de 8 à 11 heures, concert, promenade. Prix d'entrée : 1 franc. JARDIN MAÏELLE. — Soirées musicales et dansantes les mardis, jeudis, samedis et dimanches. CHATEAU DES FLEURS. — Soirées musicales et dansantes les lundis, mercredis, vendredis et dimanches.

TABLE DES MATIÈRES DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

Année 1858. Prix : Paris, 6 fr.; départements, 6 fr. 50 c.

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay du-Palais, 2.

Imprimerie de A. GUYOT, rue des-Mathurins, 48.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE À PARIS.

ADJUDICATION DE TRAVAUX

Le lundi 20 juin 1859, à une heure précise, il sera procédé par M. le préfet de la Seine, en conseil de préfecture, à l'adjudication au rabais et sur soumissions cachetées.

Les TRAVAUX de diverses natures à exécuter à l'hôpital Saint-Antoine, pour la construction d'un nouveau bâtiment de malades.

Mise à prix, 314,100 fr. 72 c. Les entrepreneurs de maçonnerie qui voudront concourir à cette adjudication, pourront prendre connaissance des plans, devis et cahiers des charges, au secrétariat de l'administration, quai Leleuier, 4, tous les jours (les dimanches et fêtes exceptés), depuis dix heures du matin jusqu'à trois heures de relevé.

Le secrétaire-général, L. DUBOST.

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

MAISONS À PARIS

Etude de M^{re} LEVESQUE, avoué à Paris, rue Neuve-des-Bons-Enfants, 1. Vente sur licitation, au Palais-de-Justice à Paris, le 25 juin 1859.

Deux MAISONS à Paris, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, 40 et 42. — Produit brut, 4,774 fr. environ. — Mise à prix, 30,000 fr. 2^e lot. Une MAISON même rue, 58. — Produit brut, 2,483 fr. environ. — Mise à prix, 18,000 fr.

S'adresser audit M^{re} LEVESQUE, à M^{re} Leleuier, 4, rue de Saint-Maur, avoué; à M^{re} Daguin, à M^{re} Leleuier, 4, rue de Saint-Maur, notaires; et à M. Leherle, sur les lieux. (9499)

MAISON A AUTEUIL

Etude de M^{re} RASETTI, avoué, rue de la Michodière, 2. Vente sur licitation, au palais-de-Justice à Paris, le mercredi 22 juin 1859.

D'une MAISON située à Auteuil, canton de Neuilly (SEINE), rue Molière, 23. — Mise à prix, 8,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^{re} RASETTI, avoué poursuivant; 2^o à M^{re} Discours, notaire à Paris, rue de Provence, 1. (9500)

Ventes mobilières.

ÉTABLISSEMENT

Vente, en l'étude de M^{re} PÉAN DE SAINT-GILLES, notaire à Paris, le 18 juin 1859, à midi, D'un ÉTABLISSEMENT DE FABRICATION DE FIGURINES ET STATUETTES EN GUTTA-PERCHA, sis à Paris, rue des Récollets, 11, cité Bonhomme. Mise à prix, outre les charges, 1,000 fr. S'adresser : à M. Brugeronelles, liquidateur, rue Saint-Honoré, 247; Et à M^{re} PÉAN DE SAINT-GILLES, rue de Choiseul, 2. (9493)

BONNE BIÈRE

5 à 600 hectolitres à vendre. S'adresser à M. Guillaume, faubourg Saint-Martin, 181. (1476)*

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER D'ORLÉANS. SERVICE DES EMPRUNTS.

Le directeur de la Compagnie a l'honneur d'informer MM. les porteurs des obligations d'Orléans, des obligations de 1855 de l'ancienne Compagnie du Grand-Central et des obligations d'Orsay (2^e série), que l'intérêt semestriel échéant pour chacun de ces titres le 1^{er} juillet 1859, sera payé à

partir du 1^{er} juillet, à la caisse centrale de la Compagnie d'Orléans, savoir : A raison de 25 fr., par obligation des 1^{er} et 2^e emprunts, 4 p. 0/0 d'Orléans et par obligation d'Orsay (2^e série), et à raison de 7 fr. 80 par obligation 3 p. 100 d'Orléans et du Grand-Central. Ces paiements, en ce qui concerne les titres au porteur, seront réduits, par suite de l'impôt établi par la loi du 23 juin 1857, savoir : Pour les obligations du 1^{er} emprunt (3^e coupon), à 24 fr. 32 c.; Pour les obligations du 2^e emprunt (2^e coupon), à 24 fr. 37 c.; Pour les obligations d'Orsay (2^e série) (12^e coupon), à 24 fr. 32 c.; Pour les obligations 3 p. 100 d'Orléans (13^e coupon), à 7 fr. 30 c.; Et pour les obligations de 1855 du Grand-Central (8^e coupon), à 7 fr. 31 c. Comme d'ordinaire, les coupons de titres au porteur et les certificats d'inscription de titres nominatifs seront reçus, dès le 15 juin courant, de dix à deux heures, dans les bureaux du service central de la Compagnie d'Orléans, rue de la Chaussée-d'Antin, 11, où il sera donné un récépissé indiquant le jour du paiement. Le directeur de la Compagnie, C. DIDON. (1477) Paris, le 10 juin 1859.

CHEMINS DE FER DU MIDI ET CANAL LATÉRAL A LA GARONNE.

MM. les actionnaires et porteurs d'obligations sont prévenus que le coupon semestriel échéant le 1^{er} juillet prochain sera payé à raison de 50 fr. par action, 7 fr. 50 par obligation. Il sera retenu 37 centimes par action au porteur, et 19 centimes par obligation au porteur, pour l'impôt sur les valeurs mobilières établi par la loi du 23 juin 1857. Ce paiement aura lieu de dix heures à trois heures : A Paris, à la Société générale de Crédit mobilier, place Vendôme, 15; A Bordeaux, dans les bureaux de l'administration, allées d'Orléans, 40; A Toulouse, chez MM. J. et P. Viguerie. Par ordre du conseil d'administration, Le secrétaire de la Compagnie, G^o POUJARD-HIEU. (1478)

SOCIÉTÉ DE CARBONISATION des bassins houillers de la Loire, du Rhône et de la Saône.

H. Lassade et C^o. Les propriétaires des actions ci-après désignées sont prévenus que faute de s'acquitter dans le délai d'un mois du présent avis, des versements en retard restant à effectuer, ces actions seront

vendues publiquement, sur duplicata, par le ministère d'un agent de change, à la Bourse de Paris, aux risques et périls des retardataires, conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts, savoir : 25 actions en un certificat nominatif n^o 12. 25 — — — n^o 18. 25 — — — n^o 19. 25 — — — n^o 21. 100 — en 2 certificats nominatifs n^o 5 et 87. 10 — — — n^o 47 et 88. 1 — en un certificat nominatif n^o 64. Pour l'administrateur provisoire de la société, (1483) Le caissier, ROBERT.

SOCIÉTÉ FERRIÈRE DE LA FONDERIE DE CARONTE ET DES MINES DE LA MÉDITERRANÉE.

Le conseil de surveillance a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale pour le samedi 2 juillet prochain, à trois heures, salle Lemarclay, rue Richelieu, 100, à l'effet d'entendre son rapport sur la situation des affaires de la société et de prendre telles résolutions qu'ils jugeront convenables, notamment sur l'application des articles 38, 39 et 48 des statuts. Les porteurs de 25 actions auront seuls droit d'assister à cette assemblée. Les titres devront être déposés au siège de la société, rue de Provence, 72, trois jours au moins avant la réunion. (1484)

MINES DE MOUZAIA

MM. les actionnaires sont informés que l'assemblée générale annuelle prescrite par l'article 33 des statuts aura lieu le 30 juin courant, à trois heures, rue de Richelieu, 100. Pour y être admis, il faut posséder au moins 50 actions, déposées au siège social, cité Trévise, 26, à Paris, avant le jour de la réunion. Les dépôts seront reçus, à dater du 15, tous les jours non fériés, de onze heures à trois heures. (1488) Le gérant, J. BOURG.